



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2695>

Quelle stratégie pour la justice climatique ?

- Ecologie -

Date de mise en ligne : lundi 3 décembre 2018

**CHANGEONS
LE SYSTEME
PAS LE CLIMAT**

L'École Émancipée

Le 8 septembre dernier a vu, pour la première fois en France, une forte mobilisation contre le dérèglement climatique. Celle-ci a bénéficié, après un été marqué par la multiplication d'événements climatiques graves, de l'émotion suscitée par la démission de Nicolas Hulot.

Mais la réplique du 13 octobre est le signe d'un possible enracinement et d'une inscription dans la durée. Avec à chaque fois plus de 100 000 personnes rassemblées dans les rues de près de 80 villes, ce sont les marches les plus importantes organisées en France sur la question climatique, et celles-ci l'ont été en dehors d'un agenda institutionnel ou du calendrier des principales ONGs. La composition des marches et de leurs organisateurs fait apparaître un mouvement jeune, dans sa composition générationnelle, mais également, car récent, animé en partie par des néo-militant-es. Cependant, et contrairement au récit médiatique, ce n'est pas l'irruption d'un mouvement totalement spontané auquel nous assistons : des organisations comme Alternatiba, ATTAC et 350 ont su se mettre au service des appels lancés sur les réseaux sociaux. La quasi-absence, tant dans l'impulsion que dans l'animation des marches, des ONGs environnementales est par contre un fait notable. La dynamique reste évidemment fragile et la construction d'un mouvement pérenne nécessite d'alimenter les débats stratégiques en germe. Car pour construire un mouvement, celui-ci doit être capable de se doter d'un contenu, de définir ses adversaires, et de se doter d'une stratégie. Tout l'enjeu de la période qui s'ouvre.

Quel contenu au mouvement pour la justice climatique ?

L'urgence climatique est un fait : les changements climatiques ne sont pas un problème pour de lointaines générations futures, c'est un problème de l'ici et maintenant. La prise en compte de l'urgence et du caractère systémique doit conduire le mouvement à entériner que lutter contre le dérèglement climatique n'est pas soluble dans le libéralisme. D'autre part, le mouvement doit intégrer la question des inégalités environnementales. À l'échelle planétaire ou plus locale, tout le monde n'est pas impacté de la même façon par les changements climatiques et les dégradations environnementales : la lutte contre les changements climatiques doit être une lutte pour la justice sociale. De même, il existe des responsables des changements politiques, les multinationales, les responsables politiques etc.

Et c'est contre eux que doit se diriger notre colère. D'autre part, la révolution énergétique qui doit être au coeur de notre projet ne peut être d'abord et avant tout un changement technologique, elle implique un changement plus global dans tous les secteurs pour avancer vers la sobriété. Les changements climatiques sont un problème global qui ne peut trouver de solutions dans des formes de repli local/ national(iste) ; ils appellent au contraire le déploiement d'une solidarité internationaliste. La résolution, même partielle, de la question climatique ne viendra que de mobilisations et d'initiatives massives et multiformes.

De quelques questions stratégiques qui se posent

Même si les changements climatiques appellent à un changement global de système, ils ne peuvent être seulement un argument dans la dénonciation globale du capitalisme. Cela pose donc la question de l'échelle de l'action. En se décentrant par rapport aux enjeux des COP, les mouvements pour le climat peuvent gagner en ancrage local, à condition toutefois de ne pas faire du localisme l'alpha et l'oméga de l'action militante. Les récentes mobilisations contre les grands projets inutiles ont démontré la force que pouvait avoir la préoccupation pour le territoire, sa défense, sa préservation et son amélioration. Or, le nombre limité de communes portant des projets territoriaux réellement alternatifs illustre les difficultés et les verrous qu'il faut lever, souvent parce que les réglementations nationales ou internationales ne sont pas adaptées. Il s'agit donc d'utiliser les interstices du système tel qu'il existe pour déployer des alternatives locales, tout en s'appuyant sur elles pour faire évoluer les réglementations qui empêchent leur généralisation.

Quelle stratégie pour la justice climatique ?

Le « comment agir » pose également la question de à qui on s'adresse et de quelle manière. Les mouvements écologistes s'adressent, plus ou moins explicitement, quasi exclusivement aux citoyen-nes et aux consommateur-trices, excluant de fait la question du travail et des salarié-es, alors que le thème du travail est au coeur des préoccupations de millions de personnes, à la fois à travers la question de l'emploi (ce à quoi répond en partie la campagne « Un million d'emplois pour le climat »), mais également de la qualité du travail, du sens qu'on lui donne.

Enfin, si on prend au sérieux l'ampleur des changements climatiques, c'est bien à un changement de civilisation qu'il faut nous préparer. Ce changement, certains l'envisagent sur le mode de la préparation à l'effondrement ; d'autres l'imaginent à travers les bouleversements technologiques. Face à ces options, on doit pouvoir défendre l'idée que si les effets des changements climatiques sont déjà là, la catastrophe possible est encore évitable ; autrement dit, Il est encore temps. Cette option nécessite de construire récits et discours qui fassent sens pour dessiner un futur à la fois viable et enviable, en un mot désirable. Transformer les soubassements énergétiques de notre formidable machine à réchauffer la planète qu'est l'économie mondiale n'est pas une mince affaire : se limiter à la mobilisation de savoirs techniques ou à la juxtaposition de dates de mobilisation et de campagnes à mener n'est pas suffisant pour donner du sens à la transition désirée. Il faut dès lors approfondir nos débats et perspectives de transition, non pas seulement d'un point de vue technique (transition énergétique) ou financier (quelles sources de financement pour la transition), mais également pour dessiner ce vers quoi on veut transiter. ĩ

Vincent Gay et Julien Rivoire